

APRÈS CELLE DES SYNDICATS, L'INTÉGRATION DES ORGANISATIONS DE LOISIR ET DE JEUNESSE...

L'État policier dont on est en train de vouloir doter la France se devait, bien entendu, sous le prétexte de «démocratie économique», d'intégrer les syndicats, seules organisations que la classe ouvrière ait à sa disposition pour imposer ses objectifs et ses révoltes. L'astuce de l'intégration, c'est de faire participer les syndicats à... l'enregistrement des travailleurs. Mais un autre moyen dont on ne saurait se passer, et dont on parle moins, est l'intégration des organisations de jeunes et de loisirs. C'est, en effet, lorsqu'il est encore jeune et qu'il s'abandonne à la distraction qu'il faut endoctriner et abrutir l'individu pour le transformer en esclave volontaire.

L'État utilise le même procédé que vis-à-vis des syndicats: une fois que le mouvement est bureaucratisé, il a à sa tête une hiérarchie qui n'a plus rien à voir avec ceux qu'elle «organise». Et le gouvernement peut alors faire la cour à sa caisse en déficit. C'est ainsi qu'il a créé en 1964 le «*Fonds de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire*» (F.O.N.J.E.P.), organisme de cogestion (l'État veut bien «aider», mais non sans contrepartie pour son contrôle), habilité à financer la formation des animateurs d'éducation populaire. Il finance leur formation à 100% et leur rétribution à 50%. Son Conseil d'administration se partage en 23 sièges, dont 12 pour les associations d'usagers et 11 pour les organismes publics et les différents ministères.

C'est ainsi que les dirigeants de la *Ligue de l'Enseignement*, qui participe au C.N.A.L. et qui avait, sous la pression du *Syndicat National des Instituteurs* (S.N.I.) et de la *Fédération de l'Éducation Nationale* (F.E.N.), pris position contre l'intégration, ont tout de même fini par solliciter l'adhésion de la Ligue au F.O.N.J.E.P. Ils justifient leur revirement par l'espoir que ces crédits leur permettront de créer un réseau de foyers laïques qui concurrencent les *Maisons de Jeunes*, voire les *Foyers Léo Lagrange*. On ne comprend pas comment les mêmes institutions mises en place par le Pouvoir, qui combattent actuellement l'influence des organisations laïques, ou au moins la limitent, au niveau le plus élevé, accepteraient de les cautionner, localement. En effet, le F.O.N.J.E.P. a d'abord aidé les *Maisons des Jeunes et de la Culture*, et les subventions des associations locales de la Ligue risquaient fort d'être d'abord réduites, puis supprimées.

C.R.S. - JEUNESSE - LOISIRS

Cet été, 28 centres de loisirs ont fonctionné dans des stations de vacances, recevant 5.000 adolescents, sous la direction de moniteurs- C.R.S. Solution économique! Et qui semble recueillir aussi bien la faveur du *Secrétariat de la Jeunesse et des Sports* que des municipalités et du *Conseil Français des Mouvements de Jeunesse* (organisme qui regroupe les organisations de jeunesse scoutes et confessionnelles).

Mais l'État ne peut pas toujours agir d'une manière aussi directe. C'est pourquoi il joue sur les rivalités des organisations entre elles, en les aiguisant ou même en créant de nouvelles, qui lui sont dévouées. Ainsi, parallèlement à ses déclarations libérales, M. Herzog a élaboré un projet de «*Fédération de Plein Air*» et fait pression pour obtenir la fusion de l'*Union des Centres de Montagne* (U.N.C.M.) et de l'*Union Nautique Française* (U.N.F.) au sein de cette fédération, puis au sein d'un autre organisme aux mains de l'État. M. Herzog a lui-même dévoilé son jeu:

«*La clef de notre action, depuis 1958, la voilà... Un mot un peu barbare mais clair, traduit bien, sur le plan public, ce souci d'association de la jeunesse aux initiatives gouvernementales: c'est celui de "cogestion". Dans la cogestion, les jeunes, avec les Pouvoirs publics, ont eux-mêmes la charge de leurs activités...*» (1).

Quand on sait que les associations de jeunesse ne représenteront pas plus du tiers du Conseil d'administration, on s'imagine de quelle «cogestion» il s'agirait.

L'État dispose d'un autre moyen pour se subordonner les animateurs d'éducation populaire: il a créé,

(1) «*Loisirs Utiles*», 1964, «*Vers la jeunesse demain*».

après celui des «Conseillers techniques et pédagogiques», le «Diplôme d'État de Conseiller d'éducation populaire», obligatoire pour les organismes publics, «recommandé» pour les associations, privées.

LES BUREAUCRATES ET L'INTÉGRATION

Le F.O.N.J.E.P. coiffe les organismes suivants: la *Fédération française des Maisons de Jeunes et de la Culture*, la *Fédération des Clubs de Loisirs Léo Lagrange*, l'*Union française des Centres de Vacances et de Loisirs, Peuple et Culture*, l'*Organisation centrale des Centres et Activités de Jeunesse*, l'*Union des Foyers de Jeunes Travailleurs*, l'*Association Cotravaux*. A travers eux, c'est toute la jeunesse que l'on cherche à embriaguer. Tout ce processus d'intégration des organisations est passé inaperçu aux yeux de leurs membres mêmes, et n'a suscité aucune contre-offensive d'envergure aux chantages gouvernementaux. Par exemple, tout en proclamant à la tribune du congrès de la Ligue leur hostilité au F.O.N.J.E.P., les dirigeants de la *Ligue de l'Enseignement* en sous-entendaient la candidature au même F.O.N.J.E.P., et ceci sans en référer au S.N.I. et à la F.E.N.

De la même façon, les syndicats ouvriers passent sous silence leur propre intégration, alors que le rôle de leurs «élites conscientes» serait au contraire de lutter contre ce danger. Si elles ont bien compris l'intérêt qu'il peut y avoir, pour le recrutement de leurs organisations, à créer sous leur direction des sections de jeunes, elles n'ont pas voulu voir le rôle qu'elles avaient à jouer vis-à-vis des jeunes eux-mêmes. En effet, nulle part dans la presse syndicale, on n'a parlé de cette mainmise de l'État sur la jeunesse, ni appelé celle-ci à s'y opposer fermement. Leur fameuse «démocratie économique» suppose un État totalitaire. C'est l'association «Capital-Travail».

Nous répondra-t-on que c'est la «Gauche» qui a réclamé des *Maisons de Jeunes*? Soit. Mais ce qui compte, c'est que maintenant, la plupart d'entre elles, prises en tenailles entre le Secrétariat d'État et les municipalités bourgeois n'ont plus rien de démocratique. Dans certaines communes, le P.C. ou les socialistes réussissent à maintenir leur influence «démocratique» sur les M.J.C. Mais ceci ne peut pas constituer une ligne d'action valable pour la lutte contre le Pouvoir. En effet, les M.J.C. «démocratiques» ne pourront pas rester isolées: de plus en plus, l'État met en place un système de pressions, financières, idéologiques, politiques et policières qui éliminera les exceptions. A l'offensive d'ensemble de l'État, seule une riposte d'ensemble de la classe ouvrière pouvait faire échec. Rappelons que Mitterrand, «candidat unique des Démocrates», était soutenu par les *Foyers Léo Lagrange*, lesquels sont à leur tour soutenus par le F.O.N.J.E.P.

Par ailleurs, les idées que le P.C. répand ainsi parmi les jeunes sont peut-être en elles-mêmes démocratiques, mais les méthodes qu'il utilise pour le faire le sont moins. En effet, «les jeunes» qui gèrent eux-mêmes leurs activités gèrent plutôt celles des autres et sont soigneusement choisis par la municipalité parmi les cadres de 25 à 30 ans, formés de longue date aux Jeunesses communistes, par des méthodes tout aussi «actives» et «critiques». Ainsi, aussi bien chez les gaullistes que chez les sociaux-démocrates, on s'essaie, assez vainement, d'ailleurs, au bourrage de crânes.

RÉSISTER A L'INTÉGRATION

A notre connaissance, le seul groupement qui se soit réellement opposé à ce processus est le *Mouvement indépendant des Auberges de Jeunesse*, qui s'est organisé en dehors des mouvements intégrés à l'État et à l'encontre de tout monopole idéologique ou politique. Ce mouvement, structure de façon fédérale, fondé sur l'autogestion et l'auto-éducation, a évidemment rencontré de nombreuses difficultés: conspiration du silence, difficultés financières et surtout, la peur des responsabilités chez la plupart des jeunes infantilisés par l'éducation de la société autoritaire. Le M.I.A.J. voulait opposer à cette éducation la création d'une fermeté d'esprit rebelle, à travers l'apprentissage pratique de la gestion, la confrontation permanente des idées et des individus, à travers la lutte quotidienne contre les ingérences des forces dominantes de la société. Bref, il pouvait être l'instrument de maturation de la conscience révolutionnaire.

Pourtant, malgré des réussites partielles certaines, le M.I.A.J. n'a pas eu le développement que ses initiateurs auraient, souhaité. Il est submergé par les organisations intégrées, car, pour lutter contre la réaction étatique de la bourgeoisie, pour sauver l'acquis positif, pour lutter contre le droit et la morale du Capital, pour lutter contre l'aliénation dans les loisirs, il aurait fallu que ce combat fût joint à la lutte contre l'aliénation dans le travail. Ce dont nous manquons, c'est d'organisations de combat des classes opprimées, c'est-à-dire de véritables syndicats.

Groupe FA.-Nanterre.